

"Le Portugal s'efforce de marcher dans les clous européens" dans Le Monde (14 mai 2002)

Légende: Le quotidien français Le Monde du 14 mai 2002 préfigure les mesures d'austérité du nouveau gouvernement portugais pour respecter les dispositions du traité et du pacte de stabilité et de croissance en matière de déficit public.

Source: Le Monde économie. 14 mai 2002. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_portugal_s_efforce_de_marcher_dans_les_clous_europeens"_dans_le_monde_14_mai_2002-fr-21e493d9-8130-4f47-9b14-52c146fd7c23.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le Portugal s'efforce de marcher dans les clous européens

Le nouveau gouvernement doit oublier ses promesses et adopter des mesures impopulaires pour relancer l'économie

Lisbonne

de notre correspondant

« Si tout allait bien, pourquoi avez-vous fui ? Pour quelle raison le premier ministre a-t-il demandé sa démission ? », lançait à l'opposition socialiste le nouveau chef du gouvernement, victorieux aux élections du 17 mars, José Manuel Durão Barroso (Parti social-démocrate, centre-droit). La discussion sur le déficit public en 2001 a accaparé le débat parlementaire sur le programme gouvernemental, en suscitant une vive polémique. « Si des mesures ne sont pas prises, le déficit public atteindra 4,5 % en 2002 », avait affirmé Durão Barroso, en manifestant sa préoccupation sur le solde négatif de l'exécution budgétaire du gouvernement socialiste sortant au premier trimestre.

La ministre des finances, Manuela Ferreira Leite, avait estimé que le déficit public « pourrait être clairement au-dessus des 3 % en 2001 », la limite imposée par le pacte de stabilité liant les pays de la zone euro. « La situation est bien plus grave qu'on ne pensait », avait-elle ajouté. Mais selon la dernière estimation du gouvernement sortant, le déficit public aurait atteint 2 % du produit intérieur brut (PIB), au lieu d'un objectif initial de 1,1 %. Bruxelles a coupé court à la polémique : le déficit est estimé à 2,7 % pour 2001 et à 2,6 % pour 2002.

La dramatisation de l'héritage laissé par les socialistes et le risque invoqué de voir le pays manquer à ses obligations au sein de l'Union européenne (UE) ont permis au gouvernement de mieux faire passer un message d'austérité et de rigueur. Durão Barroso qui, pendant la campagne électorale, avait prévu une baisse de l'impôt sur les sociétés de 28 % à 20 % et l'allègement de la fiscalité des hauts revenus dans le cadre d'un programme de « choc fiscal » destiné à relancer l'économie, a expliqué l'abandon de ses promesses par la situation des comptes publics. « Il n'y a pas d'argent pour tout, nous ne pouvons plus nous endetter, nous devons économiser », disait-il devant le Parlement pour justifier, un mois après sa victoire, une hausse inattendue des impôts.

Le programme du gouvernement prévoit un relèvement de 1 ou 2 points du taux maximal de la TVA, aujourd'hui de 17 %. Des restrictions budgétaires sont prévues, telles la fermeture ou la fusion d'une vingtaine d'instituts publics, la réduction des taux d'endettement des collectivités locales, des entreprises publiques et des régions autonomes de Madère et des Açores. Le nouveau gouvernement entend également assouplir la législation du travail, faire une plus grande sélection des investissements publics, limiter la construction de grands ouvrages, rendre le marché de l'énergie plus compétitif et accélérer les privatisations. La vente du patrimoine de l'Etat est envisagée, ainsi qu'une réduction de son rôle dans l'économie, la santé et la Sécurité sociale.

Protestations

La hausse de 1 ou 2 points de la TVA, qui s'applique à la majorité des biens et services, aura inévitablement des effets sur l'inflation, selon la plupart des économistes qui prévoient déjà des protestations de la part des consommateurs, des commerçants et des syndicats. L'inflation (4,4 %) grimpe en effet déjà plus vite que les salaires (3,7 %). Au Portugal, où les familles ont déjà atteint un très haut plafond d'endettement (93 %), les prix sont identiques à ceux pratiqués en Espagne où les salaires sont plus élevés. « Recouvrer des impôts est plus facile et n'exige pas autant de talent ou d'énergie que réduire les dépenses de l'Etat », écrivait le quotidien *Publico* de Lisbonne.

Les dépenses de fonctionnement de l'Etat représentent plus de 3 % du budget, tandis que les dépenses pour l'investissement atteignent à peine 8 %. Ainsi, les réductions de l'investissement public peuvent se révéler désastreuses à un moment où le pays a besoin de profiter au maximum des fonds européens. De même, la suspension des grands projets, tels que l'aéroport international de l'Ota, au nord de Lisbonne, ou le troisième

pont enjambant le Tage devant la capitale, peut condamner définitivement ces ouvrages. Le chômage qui, selon les prévisions de l'UE, serait de 4,6 % en 2002, pourrait dérapage si l'on tient compte de l'afflux croissant de milliers d'immigrants des pays de l'Est européen, des pays africains lusophones et du Brésil ; la plupart d'entre eux sont employés dans les travaux publics et le bâtiment.

Le gouvernement estime qu'il est possible de corriger les comptes publics et de relancer en même temps l'économie. Les mesures impopulaires seront prises en temps de vaches maigres pendant la première moitié du mandat, profitant de l'état de grâce du premier ministre. En fin de mandat le gouvernement espère pouvoir tenir ses promesses en allégeant les impôts. Pour cela il faudra rétablir l'équilibre du commerce extérieur, attirer l'investissement étranger, redresser la perte de compétitivité et la faible productivité. La ministre des finances espère pouvoir clarifier la situation des dépenses publiques en présentant le mois prochain un budget rectificatif avant d'élaborer, à l'attention de Bruxelles, un programme de stabilité et de croissance pour atteindre en 2004 un déficit public proche de zéro.

L'Allemagne et le Portugal avaient été montrés du doigt par le Conseil européen en janvier pour le dérapage de leurs finances publiques. Mais « *le premier ministre peut être sûr d'une chose : le pays ne lui témoignera sa gratitude pour l'éventuel équilibre du budget en 2004 ou en 2005 que s'il réussit à rendre la justice plus accessible, l'éducation plus exigeante et plus compétitive et la santé plus efficace* », avertit l'éditorialiste du *Diario económico*.

Alexandre Flucher-Monteiro